



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CENTRE-VAL DE LOIRE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°R24-2019-023

PUBLIÉ LE 24 JANVIER 2019

# Sommaire

## **DIRECCTE Centre-Val de Loire**

R24-2019-01-24-004 - Délégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire par intérim pour le département du Loiret (7 pages) Page 3

## **Préfecture de la zone de défense et de sécurité Ouest**

R24-2019-01-22-001 - ARRÊTÉ PORTANT RÈGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE N° 19-04 (3 pages) Page 11

R24-2019-01-23-001 - ARRÊTÉ PORTANT RÈGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE N° 19-05 (3 pages) Page 15

## **Préfecture de zone de défense et de sécurité Ouest**

R24-2019-01-24-001 - Arrêté portant réglementation de la circulation routière (2 pages) Page 19

R24-2019-01-21-007 - Décision subdélégation logiciel Chorus 21 janvier 2019 (4 pages) Page 22

DIRECCTE Centre-Val de Loire

R24-2019-01-24-004

Délégation de signature du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire par intérim pour le département du Loiret

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DU CENTRE-VAL DE LOIRE**

Délégation de signature du directeur régional  
des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

**Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire par intérim,**

Vu le code du travail, notamment son article R. 8122-11 alinéas 1 et 2, du code du travail,  
dans sa version résultant du décret du 10 novembre 2009,

Vu le code rural,

Vu le décret 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des  
directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de  
l'emploi,

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2016 nommant Mme Nadia ROLSHAUSEN,  
directrice régionale adjointe de la DIRECCTE Centre-Val de Loire et la chargeant  
responsable du pôle « politique du travail » de la DIRECCTE Centre-Val de Loire,

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 confiant l'intérim de l'emploi de directeur  
régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du  
Centre-Val de Loire à M. Patrick MARCHAND à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019,

**DÉCIDE**

**Article 1 :** délégation permanente est donnée à Mme Nadia ROLSHAUSEN, directrice  
régionale adjointe, responsable du pôle « politique du travail » de la DIRECCTE Centre-Val  
de Loire, à l'effet de signer, au nom du directeur régional des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi de la DIRECCTE Centre-Val de Loire par  
intérim, pour le département du Loiret :

- les décisions mentionnées en annexe, à l'exception de celle figurant à la rubrique M6,
- les décisions relatives aux absences et intérim des responsables d'unités de contrôle et des  
agents de contrôle.

**Article 2 :** la présente décision abroge la décision du 2 octobre 2018.

**Article 3 :** le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du  
travail et de l'emploi du Centre-Val de Loire par intérim, est chargé de l'exécution de la  
présente décision, qui sera publiée aux recueils des actes administratifs.

Fait à Orléans, le 24 janvier 2019

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation,  
du travail et de l'emploi par intérim,  
signé : Patrick MARCHAND

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet du Loiret  
Service de la Coordination Interministérielle, Mission Affaires Générales  
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;

- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## ANNEXE

|  | Dispositions légales                                       | Décisions  |
|--|--|--|
| <b>A - RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE INDETERMINEE</b>    |  |  |
| A1   | Article L1233-53 et L1233-56 du code du travail            | Intervention de l'autorité administrative concernant les entreprises non soumises à l'obligation d'établir un plan de sauvegarde de l'emploi   |
| A2   | Articles L1237-14 et R1237-3 du code du travail            | Décisions d'homologation et de refus d'homologation des conventions de rupture du contrat de travail   |
| <b>B - CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE</b>                 |  |  |
| B1   | Article L.1242-6 du code du travail                        | Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à l'interdiction de conclure un contrat de travail à durée déterminée pour effectuer certains travaux dangereux   |
| B2   | Article L1251-10 du code du travail                        | Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation à l'interdiction de recourir au travail temporaire pour effectuer certains travaux dangereux  |
| <b>C - GROUPEMENT D'EMPLOYEURS</b>                               |  |  |
| C1   | Articles L1253-17 et D1253-7 à D1253-11 du code du travail | Décision d'opposition à l'exercice de l'activité d'un groupement d'employeurs  |
| C2   | Articles R1253-22 et R1253-27 du code du travail           | Décision accordant, refusant d'accorder ou retirant l'agrément d'un groupement d'employeurs pour le remplacement de chefs d'exploitation agricole ou d'entreprises artisanales, industrielles ou commerciales ou de personnes physiques exerçant une profession libérale |
| C3   | Article R1253-26 du code du travail                        | Demande au groupement d'employeur de choisir une autre convention collective   |
| <b>D - EXERCICE DU DROIT SYNDICAL</b>                            |  |  |
| D1   | Article L2143-11 et R2143-6 du code du travail             | Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de délégué syndical   |
| D2   | Articles L2142-1-2, L2143-11 et R2143-6                    | Décision autorisant ou refusant la suppression du mandat de représentant de section syndicale  |
| <b>E - MESURE DE L'AUDIENGE DE LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE</b> |  |  |
| E1   | Art. R2122-21 et R2122-23                                  | Traitement des recours gracieux sur les listes électorales   |
| <b>F - EGALITE PROFESSIONNELLE Femmes/Hommes</b>                 |  |  |
| F1   | Article L2242-9 du Code du travail                         | Appréciation à la demande de l'employeur de la conformité d'un accord ou d'un plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes   |

|    | <b>Dispositions légales</b>  | <b>Décisions</b>  |
|----|--|---|
|    | <b>G - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE</b>   |   |
| G1 | Article L2313-5 du code du travail   | Nombre et périmètre des établissements distincts du Comité Social et Economique   |
| G2 | Article ancien L2324-11 et R2314-6 du code du travail  | Décision fixant la répartition du personnel dans les collèges électoraux et la répartition des sièges entre les différentes catégories de personnel |
| G3 | Article L2314-13 du code du travail  | Décision de répartition du personnel et des sièges entre les collèges électoraux  |
|    | <b>H - CONSEIL SOCIAL ET ECONOMIQUE CENTRAL</b>  |   |
| H1 | Article L2316-8  | Répartition des sièges entre les différents établissements et collèges électoraux   |
|    | <b>I - COMITE DE GROUPE</b>  |   |
| I1 | Article L2333-4 du code du travail   | Décision répartissant les sièges au comité du groupe entre les élus du ou des collèges électoraux   |
| I2 | Article L2333-6 du code du travail   | Désignation du remplaçant d'un représentant du personnel ayant cessé ses fonctions  |
|    | <b>J - COMITE D'ENTREPRISE EUROPEEN</b>  |   |
| J1 | Article L2345-1 du code du travail   | Décision accordant ou refusant l'autorisation de suppression du comité d'entreprise européen  |
|    | <b>K - COMITE SOCIAL ET ECONOMIQUE AU NIVEAU DE L'UNITE ECONOMIQUE ET SOCIALE</b>  |   |
| K1 | Article L2213-8 du code du travail   | Nombre et périmètre des établissements distincts du Comité Social et Economique au niveau de l'unité économique et sociale                          |
|    | <b>L - DUREE DU TRAVAIL</b>  |   |
| L1 | Articles R713-11 et R713-12 du code rural et de la pêche maritime<br>Article L3121-21 du code du travail   | Dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue pour un type d'activité au niveau départemental   |
| L2 | Article R713-11 à R713-13 du code rural et de la pêche maritime<br>Articles L713-13 du code rural et de la pêche maritime et L3121-21 du code du travail | Dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue pour les entreprises qui ont une activité de production agricole                                |
| L3 | Articles L3121-21, L3121-22, R3121-8 à R3121-11 du code du travail   | Décision autorisant ou refusant la dérogation à la durée maximale hebdomadaire absolue et moyenne du travail  |

|   | <b>Dispositions légales</b>  | <b>Décisions</b>  |
|---|--|---|
| L4                                      | Article R713-13 du code rural et de la pêche maritime<br>Articles L3121-24 du code du travail et L713-13 du code rural et de la pêche maritime | Dérogation à la durée maximale hebdomadaire moyenne.  |
| L5                                      | Article R3121-32 du code du travail  | Décision de suspension pour des établissements spécialement déterminés, de la faculté de récupération des heures perdues suite à une interruption collective du travail, en cas de chômage extraordinaire et prolongé dans une profession   |
| L6                                      | Article R713-44 du code rural et de la pêche maritime  | Recours hiérarchique contre la décision de l'inspecteur du travail en matière d'enregistrement des horaires de travail prévue par l'article R713-43 du code rural et de la pêche maritime   |
| L7                                      | Article R714-7 du code rural et de la pêche maritime   | Recours hiérarchique contre la décision de l'inspecteur du travail concernant la demande de dérogation au repos hebdomadaire prise en application de l'article L714-1 du code rural et de la pêche maritime   |
| <b>M- SANTEE ET SECURITE AU TRAVAIL</b> |  |   |
| M1                                      | Article R4152-17 du code du travail  | Décisions d'autorisation ou de refus de dépasser provisoirement le nombre maximal d'enfants pouvant être accueillis dans un même local  |
| M2                                      | Articles L4154-1, D4154-3 à D4154-6 du code du travail   | Dérogation concernant les salariés en CDD et intérimaires   |
| M3                                      | Article R4216-32 du code du travail  | Décision accordant ou refusant d'accorder la dispense à l'aménagement des lieux de travail  |
| M4                                      | Article L4221-1 du code du travail<br>Article 3 arrêté du 23 juillet 1947 modifié  | Décision accordant ou refusant une dispense à l'obligation de mettre à disposition du personnel des douches journalières lorsque les travaux visés s'effectuent en appareil clos  |
| M5                                      | Article R4227-55 du code du travail  | Dispense d'une partie de l'application des règles relatives aux risques d'incendies et d'explosions et à l'évacuation accordée à l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail  |
| M6                                      | Article R4453-31   | Autorisation ou refus d'autoriser le dépassement des valeurs limites d'exposition aux champs électromagnétiques pour l'utilisation IRM à des fins médicales   |
| M7                                      | Art. R4462-30 du code du travail<br>Décret n°2013-973 du 29/10/2013  | Approbation et décision des études de sécurité  |
| M8                                      | Article R4462-36 du code du travail  | Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation aux articles R4462-10, R4462-13, R4462-17 à 21, R4462-32 du code du travail  |
| M9                                      | Article R4462-36 du code du travail  | Décision accordant ou refusant d'accorder une dérogation en cas d'incompatibilité entre les dispositions du code du travail et les exigences fixées par d'autres réglementations en vue de la mise en œuvre d'impératifs de sécurité et que l'on peut obtenir un niveau de sécurité des travailleurs le plus élevé possible par l'application de mesures compensatoires |

|   | <b>Dispositions légales</b>   | <b>Décisions</b>  |
|---|---|---|
| M10   | Articles R4533-6 et 4533-7 du code du travail   | Décision accordant ou refusant d'accorder les dérogations aux dispositions des articles R. 4533-2 à R. 4533-4   |
| M11   | Décret n°2005-1325 du 26/10/2005 - Article 8  | Approbation de l'étude de sécurité, décision de faire effectuer des essais ou travaux complémentaires par le maître d'ouvrage   |
| <b>N - CONTRÔLE</b>   |   |   |
| N1  | Articles L4721-1 et R4721-1 du code du travail  | Mise en demeure   |
| <b>O - INDEMNISATION DES TRAVAILLEURS INVOLONTAIREMENT PRIVES D'EMPLOI</b>          |   |   |
| O1  | Article R5422-3 du code du travail  | Détermination du salaire de référence pour les travailleurs migrants  |
| O2  | Article R5424-7 du code du travail  | Décision déterminant les périodes d'arrêts saisonniers de travail par suite d'intempéries pour les entreprises du BTP   |
| <b>P - CONTRAT D'APPRENTISSAGE</b>  |   |   |
| P1  | Articles L6225-4 du code du travail   | Décision sur la suspension de l'exécution du contrat d'apprentissage et l'interdiction de recrutement   |
| P2  | Article L6225-5 du code du travail  | Décision d'autorisation ou non de reprise de l'exécution du contrat d'apprentissage   |
| P3  | Article L6225-6 du code du travail  | Interdiction de recrutement de nouveaux apprentis   |
| P4  | Art. L6222-38 du code du travail<br>Art. R6222-55 à R6222-58 du code du travail<br>Arrêté du 15/03/1978 | Prime pour l'embauche d'un jeune handicapé en contrat d'apprentissage   |
| <b>Q - INSPECTION DU TRAVAIL</b>  |   |   |
| Q1  | Article R8114-3 du code du travail  | Proposition de transaction pénale   |
| Q2  | Articles L8115-1, L8115-2 et L8115-5 al.1 et R8115-2 du code du travail                                 | Procédure du contradictoire pour les amendes en cas de manquement aux durées maximales de travail, au repos, au décompte de la durée du travail, au salaire minimum, à l'hygiène, la restauration et à l'hébergement                                |
| Q3  | Articles L4751-1 et L8115-5 du code du travail  | Procédure du contradictoire pour les amendes en cas de non respect de décision d'arrêt de travaux, d'activité, de mise en demeure, de demande de vérification, de décision de retrait de jeunes ou travaux interdits ou réglementés pour les jeunes |
| <b>R - CONTRIBUTION SPECIALE POUR EMPLOI D'ETRANGERS NON AUTORISES A TRAVAILLER</b> |   |   |
| R1  | Articles D8254-7 et D8254-11  | Engagement de la procédure préalable à la décision de l'OFII et avis sur la possibilité de faire application de la règle de solidarité financière du donneur d'ordre  |

|    | <b>Dispositions légales</b>  | <b>Décisions</b>  |
|----|--|---|
|    | <b>S - LE TITRE PROFESSIONNEL</b>  |   |
| S1 | Articles R338-1 à 8 du code de l'éducation   | Délivrance des titres professionnels du ministère chargé de l'emploi et désignation des membres du jury. Organisation des sessions de jury.   |
| S2 | Articles R335-6, R335-7 et R335-10 du code de l'éducation<br>Décret du 4/07/2017 (effet au 1/10/2017)                            | Recevabilité demande de VAE   |
|    | <b>T - RECOURS GRACIEUX SUR LES LISTES ELECTORALES RELATIVES AU SCRUTIN CONCERNANT LES ENTREPRISES DE MOINS DE ONZE SALARIES</b> |   |
| T1 | Articles R2122-21 et R2122-23 du code du travail   | Décision prise sur recours gracieux en matière d'inscription sur les listes électorales pour le scrutin de mesure de l'audience des organisations syndicales dans les entreprises de moins de 11 salariés |

Préfecture de la zone de défense et de sécurité Ouest

R24-2019-01-22-001

**ARRÊTÉ PORTANT RÈGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION ROUTIÈRE**

**N° 19-04**

**PREFECTURE DE LA ZONE DE DEFENSE  
ET DE SECURITE OUEST**

**ARRÊTÉ PORTANT RÈGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE  
N° 19-04**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, et notamment les articles L. 122-4, R.122-4 et suivants relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la route, et notamment les articles R.311-1, R.411-18, R.413-8 ;

**Vu** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile ;

**Vu** le décret n° 2005-1499 du 05 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

**Vu** l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif au transport des matières dangereuses par voies terrestres ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

**Vu** l'arrêté du Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest n°18-58 du 19 novembre 2018 donnant délégation de signature à M. Patrick Dallennes, préfet délégué pour la défense et la sécurité ;

**Vu** l'arrêté du Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest n°16-182 du 10 octobre 2016 portant organisation de la gestion de crises routières de niveau zonal ;

**Vu** l'arrêté du Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest n°16-190 du 30 décembre 2016 portant approbation du plan intempéries de la zone de défense et de sécurité Ouest (PIZO) ;

**Vu** le bulletin de vigilance météorologique de Météo France en date du 22 janvier 2019 à 16h00 ;

**Considérant** les difficultés de circulation actuelles et prévisibles en raison d'intempéries neigeuses, en particulier dans les départements du Cher, de l'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher, du Loiret, de Seine-Maritime ainsi que l'Eure ;

**Considérant** l'activation du niveau 2 du PIZO le 22 janvier 2019 à 17h15 pour les départements suivants :

14    18    22    27    28    29    35    36    37    41  
 44    45    49    50    53    56    61    72    76    85

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité routière des usagers sur les axes structurants de la

zone de défense et de sécurité Ouest d'une part, et de répondre aux objectifs du PIZO relatifs à la gestion du trafic et à l'assistance des usagers lors d'épisodes météorologiques hivernaux d'autre part ;

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> : Abrogation**

L'arrêté zonal n°19-03 en date du 21 janvier 2019 portant réglementation de la circulation routière est abrogé.

### **Article 2 : Interdiction de dépassement**

Les véhicules et ensembles de véhicules dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur à 7,5 tonnes, ne sont pas autorisés à effectuer une manœuvre de dépassement sur tous les axes du réseau routier national (routes nationales et autoroutes) des départements mentionnés ci-dessous :

14    18    22    27    28    29    35    36    37    41  
 44    45    49    50    53    56    61    72    76    85

### **Article 3 : Limitation de vitesse**

La vitesse des véhicules et ensembles de véhicules dont le PTAC est supérieur à 7,5 tonnes est limitée à 80 km/h, sans préjudice de limitations de vitesse plus restrictives sur les axes routiers mentionnés à l'article 2 du présent arrêté.

### **Article 4 : Interdiction de circulation et déviation obligatoire (hors contournement région IDF)**

*Sans objet.*

### **Article 5 : Zone de stockage des véhicules poids lourds (hors contournement région IDF)**

*Sans objet.*

### **Article 6 : Zone de tri des véhicules poids lourds (hors contournement région IDF)**

*Sans objet.*

### **Article 7 : Contournement obligatoire de la région Île-de-France (IDF) pour les véhicules poids lourds**

*Sans objet.*

### **Article 8 : Dérogation**

Les mesures de restriction de circulation visées aux articles 2 et 3 ne sont pas applicables aux :

- véhicules et engins de secours,
- véhicules et engins d'intervention (engins d'exploitation des gestionnaires routiers, transport de sel de déneigement et fondants routiers, engins des gestionnaires de réseaux électriques et gaziers).

### **Article 9 : Application**

Les dispositions définies aux articles précédents prennent effet à compter de la signature du

présent arrêté.

Les gestionnaires routiers concernés mettent en œuvre les moyens utiles à la bonne application des mesures, et l'information routière correspondante (PMV, radios autoroutières, etc.).

#### **Article 10 : Infraction**

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **Article 11 : Exécution**

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,

– les préfets des départements concernés :

14    18    22    27    28    29    35    36    37    41  
 44    45    49    50    53    56    61    72    76    85

– les gestionnaires routiers suivants :

APRR    ASF    COFIROUTE    SANEF    SAPN    ROTALIS  
 DIRCO    DIRNO    DIRO    CCI SE    ROUEN METROPOLE

#### **Article 12 : Publication**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et copie en sera adressée aux services visés à l'article précédent, ainsi qu'aux préfetures de zones de défense et de sécurité limitrophes suivantes le cas échéant :

Nord    Paris    Est    Sud-Est    Sud-Oues

Rennes, le 22 janvier 2019 à 17h30

Pour la Préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest,  
le Préfet délégué pour la défense et la sécurité

Signé : Patrick Dallennes

Préfecture de la zone de défense et de sécurité Ouest

R24-2019-01-23-001

**ARRÊTÉ PORTANT RÈGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION ROUTIÈRE N° 19-05**

**PREFECTURE DE LA ZONE DE DEFENSE  
ET DE SECURITE OUEST**

**ARRÊTÉ PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE  
N° 19-05**

**Vu** le code de la sécurité intérieure, et notamment les articles L. 122-4, R.122-4 et suivants relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le code de la route, et notamment les articles R.311-1, R.411-18, R.413-8 ;

**Vu** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile ;

**Vu** le décret n° 2005-1499 du 05 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

**Vu** l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif au transport des matières dangereuses par voies terrestres ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

**Vu** l'arrêté du Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest n°18-58 du 19 novembre 2018 donnant délégation de signature à M. Patrick Dallennes, préfet délégué pour la défense et la sécurité ;

**Vu** l'arrêté du Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest n°16-182 du 10 octobre 2016 portant organisation de la gestion de crises routières de niveau zonal ;

**Vu** l'arrêté du Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest n°16-190 du 30 décembre 2016 portant approbation du plan intempéries de la zone de défense et de sécurité Ouest (PIZO) ;

**Vu** le bulletin de vigilance météorologique de Météo France ;

**Considérant** les difficultés de circulation actuelles et prévisibles en raison d'intempéries neigeuses dans les départements du Cher, de l'Eure-et-Loir, du Loir-et-Cher, du Loiret, de l'Eure et la de Seine-Maritime notamment sur la section de l'A28 au nord de Neufchatel-en-Bray ;

**Considérant** l'activation du niveau 2 du PIZO le 22 janvier 2019 à 17h15 pour les départements suivants :

14    18    22    27    28    29    35    36    37    41  
 44    45    49    50    53    56    61    72    76    85

**Considérant** la nécessité d'assurer la sécurité routière des usagers sur les axes structurants de la zone de défense et de sécurité Ouest d'une part, et de répondre aux objectifs du PIZO relatifs à la

gestion du trafic et à l'assistance des usagers lors d'épisodes météorologiques hivernaux d'autre part ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : Abrogation

L'arrêté zonal n°19-04 en date du 22 janvier 2019 portant réglementation de la circulation routière est abrogé.

### Article 2 : Interdiction de dépassement

Les véhicules et ensembles de véhicules dont le poids total autorisé en charge (PTAC) est supérieur à 7,5 tonnes, ne sont pas autorisés à effectuer une manœuvre de dépassement sur tous les axes du réseau routier national (routes nationales et autoroutes) des départements mentionnés ci-dessous :

14    18    22    27    28    29    35    36    37    41  
 44    45    49    50    53    56    61    72    76    85

### Article 3 : Limitation de vitesse

La vitesse des véhicules et ensembles de véhicules dont le PTAC est supérieur à 7,5 tonnes est limitée à 80 km/h, sans préjudice de limitations de vitesse plus restrictives sur les axes routiers mentionnés à l'article 2 du présent arrêté.

### Article 4 : Interdiction de circulation

– Interdiction nouvelle :

Est interdite la circulation des véhicules et ensembles de véhicules dont le PTAC est supérieur à 7,5 tonnes sur les axes routiers suivants :

| Axe routier | Sens de circulation       | Secteur  |
|-------------|---------------------------|--|
| A29         | Le Havre vers Saint Saëns | entre la zone de stockage<br>« A29_SAPN76_PR106_1 »<br>et la jonction A28/A29 au niveau de Saint Saëns |

### Article 5 : Zone de stockage des véhicules poids lourds (hors contournement région IDF)

– Zone de stockage activée :

Est activée la zone de stockage obligatoire des véhicules poids lourds portant la référence suivante :

| Code               | Axe | Gestionnaire | Dépt | Pr Queue | Pr Tête | Sens | Sens (itinéraire) | Longueur | Capacité | Nom usuel           |
|--------------------|-----|--------------|------|----------|---------|------|-------------------|----------|----------|---------------------|
| A29_SAPN76_PR106_1 | A29 | SAPN         | 76   | 96+000   | 106+000 | 1    | Le Havre-St Saens | 10 000   | 500      | Péage de Cottevrard |

### Article 6 : Zone de tri des véhicules poids lourds (hors contournement région IDF)

Sans objet.

### Article 7 : Contournement obligatoire de la région Île-de-France (IDF) pour les véhicules poids lourds

Sans objet.

### Article 8 : Dérogation

- Les mesures de restriction de circulation visées aux articles 2, 3, 4 et 5 ne sont pas applicables aux :

- véhicules et engins de secours,
- véhicules et engins d'intervention (engins d'exploitation des gestionnaires routiers, transport de sel de déneigement et fondants routiers, engins des gestionnaires de réseaux électriques et gaziers).

- Les mesures d'interdiction de circulation et de stockage obligatoire visées aux articles 4 et 5 ne sont pas applicables aux :

- véhicules affectés au transport d'animaux vivants,
- véhicules affectés à la collecte de lait.

### Article 9 : Application

Les dispositions définies aux articles précédents prennent effet à compter de la signature du présent arrêté.

Les gestionnaires routiers concernés mettent en œuvre les moyens utiles à la bonne application des mesures, et l'information routière correspondante (PMV, radios autoroutières, etc.).

### Article 10 : Infraction

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### Article 11 : Exécution

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,

– les préfets des départements concernés :

14    18    22    27    28    29    35    36    37    41  
 44    45    49    50    53    56    61    72    76    85

– les gestionnaires routiers suivants :

APRR    ASF    COFIROUTE    SANEF    SAPN    ROTALIS  
 DIRCO    DIRNO    DIRO    CCI SE    ROUEN METROPOLE

### Article 12 : Publication

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et copie en sera adressée aux services visés à l'article précédent, ainsi qu'aux préfetures de zones de défense et de sécurité limitrophes suivantes le cas échéant :  Nord    Paris    Est

Sud-Est    Sud-Oues

Rennes, le 23 janvier 2019 à 11h15  
Pour la Préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest,  
le Préfet délégué pour la défense et la sécurité  
Signé : Patrick Dallennes

Préfecture de zone de défense et de sécurité Ouest

R24-2019-01-24-001

Arrêté portant règlementation de la circulation routière

**PREFECTURE DE LA ZONE DE DEFENSE  
ET DE SECURITE OUEST**

**ARRÊTÉ PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE  
N° 19-07**

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment les articles L. 122-4, R.122-4 et suivants relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la route, et notamment les articles R.311-1, R.411-18, R.413-8 ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n° 2005-1499 du 05 décembre 2005 relatif à la consistance du réseau routier national ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif au transport des matières dangereuses par voies terrestres ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

Vu l'arrêté du Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest n°18-58 du 19 novembre 2018 donnant délégation de signature à M. Patrick Dallennes, préfet délégué pour la défense et la sécurité ;

Vu l'arrêté du Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest n°16-182 du 10 octobre 2016 portant organisation de la gestion de crises routières de niveau zonal ;

Vu l'arrêté du Préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest n°16-190 du 30 décembre 2016 portant approbation du plan intempéries de la zone de défense et de sécurité Ouest (PIZO) ;

Vu le dernier bulletin de vigilance météorologique de Météo France ;

Considérant l'amélioration des conditions météorologiques et de circulation sur le territoire de la zone de défense et de sécurité Ouest ;

Considérant le retour au **niveau 1 du PIZO (veille hivernale)** pour l'ensemble des départements de la zone de défense et de sécurité Ouest ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> : Abrogation**

L'arrêté zonal n°19-06 en date du 23 janvier 2019 portant réglementation de la circulation routière est abrogé.

**Article 2 : Interdiction de dépassement**

*Sans objet.*

**Article 3 : Limitation de vitesse**

*Sans objet.*

**Article 4 : Interdiction de circulation**

*Sans objet.*

**Article 5 : Zone de stockage des véhicules poids lourds (hors contournement région IDF)**

*Sans objet.*

**Article 6 : Zone de tri des véhicules poids lourds (hors contournement région IDF)**

*Sans objet.*

**Article 7 : Contournement obligatoire de la région Île-de-France (IDF) pour les véhicules poids lourds**

*Sans objet.*

**Article 8 : Dérogation**

*Sans objet.*

**Article 9 : Application**

Les dispositions définies aux articles précédents prennent effet à compter de la signature du présent arrêté.

**Article 10 : Infraction**

*Sans objet.*

**Article 11 : Exécution**

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté,

– les préfets des départements concernés :

14    18    22    27    28    29    35    36    37    41  
 44    45    49    50    53    56    61    72    76    85

– les gestionnaires routiers suivants :

APRR    ASF    COFIROUTE    SANEF    SAPN    ROTALIS  
 DIRCO    DIRNO    DIRO    CCI SE    ROUEN METROPOLE

**Article 12 : Publication**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et copie en sera adressée aux services visés à l'article précédent, ainsi qu'aux préfetures de zones de défense et de sécurité limitrophes suivantes le cas échéant :

Nord    Paris    Est    Sud-Est    Sud-Oues

À Rennes, le 24 janvier 2019 à 10h30

Pour la Préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest et par délégation

Pour le Préfet délégué pour la défense et la sécurité et par délégation

Signée : Madame Isabelle ARRIGHI

Préfecture de zone de défense et de sécurité Ouest

R24-2019-01-21-007

Décision subdélégation logiciel Chorus 21 janvier 2019

**La cheffe du Bureau Zonal de l'Exécution des Dépenses  
et des Recettes du SGAMI OUEST**

**DECISION N° 19-06**

**portant subdélégation de signature aux agents du Bureau Zonal de l'Exécution des  
Dépenses et des Recettes pour la validation électronique dans le progiciel comptable  
intégré CHORUS  
Service exécutant MI5PLTF035**

Vu l'arrêté du 6 mars 2014 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité Ouest ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 14-96 du 22 juillet 2014 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité Ouest ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 18-68 du 28 décembre 2018 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick DALENNES, préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès de la préfète de la zone de défense ouest .

Vu les décisions ministérielles et préfectorales affectant le personnel,

Sur proposition du préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès du préfet de zone et de sécurité,

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée pour les programmes du ministère de l'intérieur,

- **152** « gendarmerie nationale », titres 2, 3 et 5,
- **161** « intervention des services opérationnels », titres 3 et 5,
- **176** « police nationale », titres 2, 3 et 5,
- **216** « conduite et pilotage des politiques de l'intérieur », titres 2, 3, 5 et 6,
- **303** « immigration et asile », titres 3 et 5,
- **723** « opérations immobilières nationales et des administrations centrales », titres 3 et 5,

aux agents du Bureau Zonal de l'Exécution des Dépenses et des Recettes du SGAMI OUEST dans les conditions définies ci-après pour les actes suivants :

§ 1- pour la validation électronique dans le progiciel comptable intégré CHORUS de la certification de service fait à :

1. **AVELINE** Cyril
2. **BENETEAU** Olivier

3. **BENTAYEB** Ghislaine
4. **BERNABE** Olivier
5. **BERNARDIN** Delphine
6. **BESNARD** Rozenn
7. **BIDAL** Gérard
8. **BIDAULT** Stéphanie
9. **BOISSY** Bénédicte
10. **BOTREL** Florence
11. **BOUCHERON** Rémi
12. **BOUXEL** Nathalie
13. **BOULIGAND (JUTEL)** Sylvie
14. **BOUVIER** Laëtitia
15. **BRIZARD** Igor
16. **CADEC** Ronan
17. **CADOT** Anne-lyse
18. **CAIGNET** Guillaume
19. **CALVEZ** Corinne
20. **CAMALY** Eliane
21. **CARO** Didier
22. **CHARLOU** Sophie
23. **CHENAYE** Christelle
24. **CHERRIER** Isabelle
25. **CHEVALLIER** Jean-Michel
26. **CHOCTEAU** Michaël
27. **COISY** Edwige
28. **CORPET** Valérie
29. **CORREA** Sabrina
30. **COURTEL** Nathalie
31. **CRESPIN (LEFORT)** Laurence
32. **DAGANAUD** Olivier
33. **DANIELOU** Carole
34. **DISSERBO** Mélinda
35. **DO-NASCIMENTO** Fabienne
36. **DOREE** Marlène
37. **DUBOIS** Anne
38. **DUCROS** Yannick
39. **DUPUY** Véronique
40. **EVEN** Franck
41. **FERRE** Séverine
42. **FOURNIER** Christelle
43. **FUMAT** David
44. **GAC** Valérie
45. **GAIGNON** Alan
46. **GAUTIER** Pascal
47. **GERARD** Benjamin
48. **GIRAULT** Cécile
49. **GIRAULT** Sébastien
50. **GODAN** Jean-Louis
51. **GUENEUGUES** Marie-Anne
52. **GUERIN** Jean-Michel
53. **GUILLOU** Olivier
54. **HACHEMI** Claudine
55. **HELSENS** Bernard
56. **HERY** Jeannine
57. **HOCHET** Isabelle
58. **JANVIER** Christophe
59. **KACAR** Huriye
60. **KERAMBRUN** Laure
61. **KEROUASSE** Philippe
62. **LANCELOT** Kristell
63. **LANDAIS** Marie-Cécile
64. **LAPOUSSINIÈRE** Agathe
65. **LAVENANT** Solène
66. **LE BRETON** Alain
67. **LE GALL** Marie-Laure
68. **LE HELLEY** Eric
69. **LE NY** Christophe
70. **LE ROUX** Marie-Annick
71. **LEFAUX** Myriam
72. **LEGROS** Line
73. **LEJAS** Anne-Lyne
74. **LERAY** Annick
75. **LEROY** Stéphanie
76. **LODS** Fauzia
77. **LY** My
78. **MANZI** Daniel
79. **MARSAULT** Hélène
80. **MAY** Emmanuel
81. **MENARD** Marie
82. **NJEM** Noémie
83. **PAIS** Régine
84. **EIGELDINGER (PELLIEUX)** Aurélie
85. **PERNY** Sylvie
86. **PELSEL** Anne-Gaëlle
87. **PIETTE** Laurence
88. **PICOUL** Blandine
89. **POIRIER** Michel
90. **POMMIER** Loïc
91. **PRODHOMME** Christine
92. **RAHIER (LEGENDRE)** Laëtitia
93. **REPESSE** Claire
94. **RICE** Frédéric
95. **ROUX** Philippe
96. **RUELLOUX** Mireille
97. **SADOT** Céline
98. **SALAUN** Emmanuelle
99. **SALM** Sylvie
100. **SCHMITT** Julien
101. **SOUFFOY** Colette
102. **TOUCHARD** Véronique

103. **TRAULLE** Fabienne
104. **TRIGALLEZ** Ophélie
105. **TRILLARD** Odile

§ 2- pour la validation électronique dans le progiciel comptable intégré CHORUS des engagements juridiques et des demandes de paiement à :

- |                                   |                                       |
|-----------------------------------|---------------------------------------|
| 1. <b>AVELINE</b> Cyril           | 31. <b>HERY</b> Jeannine              |
| 2. <b>BENETEAU</b> Olivier        | 32. <b>KACAR</b> Huriye               |
| 3. <b>BENTAYEB</b> Ghislaine      | 33. <b>KEROUASSE</b> Philippe         |
| 4. <b>BERNABE</b> Olivier         | 34. <b>LE NY</b> Christophe           |
| 5. <b>BERNARDIN</b> Delphine      | 35. <b>LANCELOT</b> Kristell          |
| 6. <b>BIDAULT</b> Stéphanie       | 36. <b>LAVENANT</b> Solène            |
| 7. <b>BRIZARD</b> Igor            | 37. <b>LEGROS</b> Line                |
| 8. <b>BOTREL</b> Florence         | 38. <b>LERAY</b> Annick               |
| 9. <b>BOUCHERON</b> Rémi          | 39. <b>LODS</b> Fauzia                |
| 10. <b>CAMALY</b> Eliane          | 40. <b>MARSAULT</b> Hélène            |
| 11. <b>CARO</b> Didier            | 41. <b>MAY</b> Emmanuel               |
| 12. <b>CHARLOU</b> Sophie         | 42. <b>MENARD</b> Marie               |
| 13. <b>CHENAYE</b> Christelle     | 43. <b>NJEM</b> Noémie                |
| 14. <b>CHERRIER</b> Isabelle      | 44. <b>PAIS</b> Régine                |
| 15. <b>CHEVALLIER</b> Jean-Michel | 45. <b>EIGELDINGER (PELLIEUX)</b>     |
| 16. <b>COISY</b> Edwige           | Aurélie                               |
| 17. <b>CORPET</b> Valérie         | 46. <b>PICOUL</b> Blandine            |
| 18. <b>CORREA</b> Sabrina         | 47. <b>POMMIER</b> Loïc               |
| 19. <b>DANIELOU</b> Carole        | 48. <b>PRODHOMME</b> Christine        |
| 20. <b>DO-NASCIMENTO</b> Fabienne | 49. <b>RAHIER (LEGENDRE)</b> Laëtitia |
| 21. <b>DOREE</b> Marlène          | 50. <b>REPESSE</b> Claire             |
| 22. <b>DUBOIS</b> Anne            | 51. <b>RICE</b> Frédéric              |
| 23. <b>DUCROS</b> Yannick         | 52. <b>SALAUN</b> Emmanuelle          |
| 24. <b>EVEN</b> Franck            | 53. <b>SALM</b> Sylvie                |
| 25. <b>FUMAT</b> David            | 54. <b>SCHMITT</b> Julien             |
| 26. <b>GAIGNON</b> Alan           | 55. <b>SOUFFOY</b> Colette            |
| 27. <b>GAUTIER</b> Pascal         | 56. <b>TOUCHARD</b> Véronique         |
| 28. <b>GERARD</b> Benjamin        | 57. <b>TRAULLE</b> Fabienne           |
| 29. <b>GIRAULT</b> Sébastien      |                                       |
| 30. <b>GUENEUGUES</b> Marie-Anne  |                                       |

§ 3- pour la validation électronique dans le progiciel comptable CHORUS des titres de perception à :

- 1 . **CARO** Didier
- 2 . **CHARLOU** Sophie
- 3 . **GAIGNON** Alan
- 4 . **GUENEUGUES** Marie-Anne
- 5 . **NJEM** Noémie
- 6 . **RICE** Frédéric

**Article 2** : La décision établie le 21 novembre 2018 est abrogée.

**Article 3 :** Cette décision sera portée à la connaissance du directeur régional des finances publiques de la région Bretagne et du directeur départemental des finances publiques d'Ille et Vilaine.

**Article 4 :** Monsieur le Préfet délégué pour la défense et la sécurité auprès de la zone de défense et de sécurité Ouest est chargé de l'exécution et de la publication de la présente décision au recueil des actes administratifs dans les mêmes conditions que l'arrêté préfectoral 18-68 du 28 décembre 2018.

Fait à Rennes, le 21 janvier 2019  
La cheffe du Centre de Service Partagé CHORUS  
du SGAMI OUEST  
Signée : Antoinette GAN